

Attaque d'une synagogue à Jérusalem : l'escalade de la violence se poursuit au Proche-Orient

Une attaque d'une synagogue du quartier de har Nor à Jérusalem a fait 7 morts ce mardi matin. Deux Palestiniens sont entrés dans le lieu de culte armés de haches, de couteaux et d'un pistolet. Ils ont ensuite été abattus par les forces de l'ordre. La violence est de plus en plus intense au sein de la capitale religieuse, l'ombre d'une troisième « intifada » (guerre des pierres) planant sur la région.

Pendant l'office religieux du matin, deux Palestiniens ont fait irruption dans une synagogue de Jérusalem. Lourdemment armés, ils ont tué quatre personnes et blessé neuf autres, dont cinq dans état critique. Poursuivis par la police, les auteurs de l'attentat ont été abattus par la police israélienne. Touché à la tête, un policier a également perdu la vie.

Un embrasement généralisé

La région est en proie de plusieurs semaines à de vives tensions entre Israéliens et Palestiniens. La semaine dernière, des colons juifs ont incendiés une mosquée, et un conducteur de bus palestinien avait été retrouvé mort dans son véhicule. Le Hamas et le Djihad islamique, tout deux groupes terroristes radicaux qui prônent la destruction de l'état hébreu, ont rapidement salué cette action et appelé à réitérer ce genre d'actes. Objectif de ces groupes, essentiellement implantés à Gaza (Sud-Ouest du pays) : faire payer « la série de crimes de l'occupant (israélien) à (la mosquée d') Al-

Aqsa », a déclaré le porte-parole du groupe extrémiste, Sami Abou Zouhri.

Tandis que le secrétaire d'Etat américain, John Kerry et François Hollande ont chacun condamné cette attaque, la violence semble être de plus en plus importante dans la région. L'une des raisons est l'opposition farouche entre les membres de l'extrême-droite israélienne, laquelle ne reconnaît pas les palestiniens et les activistes palestiniens du Hamas. L'essor des loups solitaires complique par ailleurs la tâche des forces de sécurité israéliennes pour sécuriser Jérusalem et les colonies en Cisjordanie où de nombreux Palestiniens vivent avec des colons israéliens. Ce type de violence avait par ailleurs déjà provoqué une escalade de la violence en juin dernier. En effet, trois jeunes colons israéliens avaient été enlevés et tués par des membres du Hamas. A titre de vengeance, des extrémistes israéliens ont assassinés dans la foulée un adolescent palestinien. Dès lors le Hamas a intensifié les tirs de roquettes sur le Sud du pays obligeant Israël à déclencher l'opération militaire Bordure protectrice. Cet épisode de violence avait coûté la vie à 2042 Palestiniens dont 598 combattants du Hamas. Côté israélien, 67 victimes ont été dénombrés par [ONU et l'OCHA](#), en charge de l'aide des Palestiniens à Gaza.

L'embrassement de la régions est très problématique pour les Israéliens comme les Palestiniens. En effet, plusieurs pays occidentaux comme la Suède, le Royaume-Uni et la France (le 28 novembre prochain) sur une éventuelle reconnaissance de l'Etat palestinien. Une équation difficile à résoudre pour la communauté international tant que les extrémistes palestiniens du Hamas et du Djihad Islamique et ceux du Foyer Juif seront en jeu.

[Jérémy Pastor](#)

La reconnaissance de l'Etat palestinien sera-t-elle enfin abordée ?

Dix ans après la mort du charismatique leader de l'OLP Yasser Arafat, la reconnaissance de l'Etat palestinien se joue. Tandis que la colère gronde de Jérusalem-Est au reste d'Israël à l'encontre des extrémistes israéliens, les divisions naturelles qui séparent le Fatah du Hamas refont surface. Une impasse supplémentaire dans la résolution du conflit. Ainsi comment relancer les négociations dans un climat aussi tendu ? La première étape serait la reconnaissance de l'Etat palestinien par la communauté internationale. Une fois votée, l'Autorité palestinienne pourra profiter d'un statut « d'égal à égal » avec le gouvernement israélien. Après la Suède et le Parlement britannique, l'Assemblée Nationale française abordera à son tour le sujet le 28 novembre prochain. Fatigués par 60 ans d'impasses autour de ce conflit et les milliards d'euros d'aides versées en vain, les pays occidentaux sont plus enclins à voter la reconnaissance de la Palestine, déjà adoptée par 135 pays.

L'objectif est clair : pousser Israël à adopter une posture du compromis et mettre ainsi fin au rapport déséquilibré entre les deux parties. Cette reconnaissance obligerait l'Etat hébreu à agir dans le bon sens sous peine de s'isoler aux yeux de la communauté internationale. Et les tensions de Jérusalem-Est, la Cisjordanie et les villes arabes israéliennes en sont l'illustration. Il y a un ras-le-bol des Palestiniens aggravé la montée importante des extrémistes aux dernières législatives. L'assassinat du rabbin extrémiste Yehuda Glick

par un jeune palestinien en est symptomatique. Le processus est bloqué par cette mouvance radicale, dont l'acteur majeur, le Foyer Juif souhaite la colonisation complète de la Cisjordanie. C'est cette même politique de colonisation israélienne qui mène la situation à un statu quo mortifère. Les divisions fratricides entre le Fatah et le Hamas –ce dernier souhaitant la destruction de l'Etat hébreu- n'arrangent rien. Une reconnaissance générale de l'Etat palestinien permettrait au jeune gouvernement d'union nationale de peser davantage. La reconnaissance de l'Etat palestinien ne compromettrait pas la sécurité d'Israël puisqu'elle serait au contraire renforcée uniquement grâce à l'éventualité d'une solution tangible à deux Etats. Faute d'une nouvelle intifada, les Israéliens devront -s'ils ne donnent pas du lest- faire face au printemps arabe palestinien.

[Jérémy Pastor](#)

Les troupes israéliennes se retirent de Gaza

L'armée israélienne a annoncé, ce mardi, son retrait de la bande de Gaza, estimant sa mission « achevée ».

Hier encore, le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou affirmait que l'offensive ne prendrait fin « que quand les citoyens d'Israël auront recouvré le calme et la sécurité de manière prolongée ». Il faut croire qu'entre temps, le calme soit assuré sur l'Etat hébreu. Toutefois, ce dernier conserverait des positions défensives à l'extérieur de la bande de Gaza, prêtes à agir en cas de besoin.

Bilan

Le nouveau cessez-le-feu acté entre les deux camps (qui devrait durer trois jours) offre l'occasion d'établir un état des lieux de la situation au Proche-Orient. Du côté israélien, 64 soldats sont morts, plus 3 civils et 400 autres blessés. Les secours palestiniens annoncent quant à eux 1867 morts, dont une majorité de civils, parmi lesquels 377 enfants. Selon un rapport de l'ONU, 485 000 personnes ont été déplacées, mais toutes ne retrouveront pas le toit qu'ils ont quittés, des centaines de maisons ayant été détruites. Le vice-ministre palestinien de l'économie évalue les dégâts au minimum entre 3 et 4,5 milliards d'euros.

A quand la fin ?

En espérant que les hostilités ne reprennent pas, les responsables politiques cherchent des moyens de mettre un terme à ce conflit, qui dure depuis 1948. C'est le cas de Aziz Senni (UDI) et Pierre-Alain Weill (PS), respectivement musulman et juif qui appellent dans un tribune sur le site du *Nouvel Observateur*, « solution à deux Etats ».

Israël – Palestine : nous, musulman et juif, plaidons pour une solution à deux États <http://t.co/ZKQK0qW6h0> via [@leplus_obs](#)

– Pascal Boniface (@PascalBoniface) [5 Août 2014](#)

Proche-Orient : après une

trêve sensible, la reprise des hostilités ?

Après une trêve mouvementée, le Premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou ne compte pas lâcher prise.

En vigueur depuis ce matin, la trêve aura été de courte durée, et fragile. Elle aura au moins permis l'acheminement d'une aide humanitaire et le retour de dizaines de milliers de Palestiniens, privés de leur domicile depuis quatre semaines de conflit. Cependant elle aura été fragile : quelques minutes seulement après son commencement, trois personnes dont une fillette ont été tuées dans l'ouest de Gaza. A Jérusalem, un attentat à la pelleuse a fait un mort et cinq blessés et un soldat israélien aurait été victime de coups de feu.



Le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius, souhaite une solution « imposée ». (Photo :

Sécurité

1800 Palestiniens, dont une majorité de civils, ont trouvé la mort depuis le début des confrontations. Avec le bombardement de dimanche, visant une école de Rafah gérée par l'UNRWA (l'agence de l'ONU en aide aux réfugiés palestiniens), l'opinion internationale a été obligée de hausser le ton. Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon a dénoncé un « acte criminel et d'atrocité morale », tandis que Londres réexamine ses livraisons d'armes vers Israël. Dans un communiqué, Laurent Fabius souhaite qu'un règlement de paix soit « imposé » au Proche-Orient. En attendant que les paroles se muent en actes, le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou a annoncé aujourd'hui que la campagne à Gaza ne prendra fin que lorsque « les citoyens d'Israël auront recouvré le calme et la sécurité de manière prolongée ».

[Le point sur la situation des chrétiens en Irak](#)

A l'heure où le conflit israélo-palestinien attire, non sans raison, l'attention du monde entier, une autre situation désastreuse est passée totalement sous silence. Ou presque. Elle mérite pourtant d'être mise en avant. Il s'agit de la situation des chrétiens d'Irak, et plus globalement, des chrétiens au Moyen-Orient.

Chassés de Mossoul (nord de l'Irak) par les miliciens de l'Etat islamique (EI), anciennement Etat islamique en Irak et

au Levant (EIIL), depuis samedi dernier, les chrétiens d'Irak, à l'instar des autres minorités de la région, se retrouvent dans une situation particulièrement précaire. Pour le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, les actes perpétrés par la force djihadiste sunnite peuvent être considérés comme « un crime contre l'humanité ».

Tombée très rapidement aux mains de Daash (Etat Islamique) en juin dernier, la ville de Mossoul a vu très récemment la majorité de ses habitants chrétiens fuir au nord, dans la région autonome du Kurdistan irakien. Fuir n'est en réalité pas le terme adéquat, ils ont été chassés sous peine de mort.

Effectivement, le départ de cette minorité religieuse a été imposé par Daash. Ces derniers ont appelé les chrétiens la semaine dernière à se convertir à l'Islam, à payer une taxe spéciale ou bien à quitter la ville sous peine d'être exécutés. Pour être sûr que leur volonté soit entendue, les islamistes radicaux ont posé un ultimatum vendredi dernier. Le message, relayé par les hauts-parleurs des mosquées, exhortait les chrétiens à quitter la cité avant samedi-midi. Pourtant, chrétiens et musulmans de diverses confessions cohabitaient dans cette ville depuis deux millénaires.

Quelques jours après la fuite forcée de cette population, les djihadistes de l'EI ont pris possession d'un monastère antique dans le nord de l'Irak (Mar Behnam), chassant les moines qui l'habitait.

Les exactions commises à l'encontre de cette minorité religieuse sont des plus préoccupantes d'autant plus que l'éclatement de l'Irak semble proche. En effet, sans une relative stabilité, les chrétiens sont des cibles faciles.

Quelques chiffres

Ainsi que le rappelle [Le Monde](#), la présence des chrétiens dans cette régions du globe disparaît progressivement depuis plusieurs décennies. Ils étaient un million en 1991 puis 800

000 lors de l'invasion américaine de 2003. Durant les onze ans qui ont suivi, environ mille chrétiens ont été tués et 400 000 ont quitté ce pays qui comprend environ 25 millions d'âmes. Pas moins de 60 églises ont été détruites par les islamistes radicaux.

Concernant le cas précis de Mossoul, ce sont environ 30 000 chrétiens qui ont fuit la ville, a raconté le patriarche chaldéen Louis Sako à l'[AFP](#).

Les chrétiens ont-ils un avenir en Irak ?

A Bagdad, il y a encore des chrétiens. Toutefois, la situation étant tellement instable, on ne saurait dire si cette ville restera longtemps un lieu sûr.

Pour l'heure, c'est peut être la partie kurde de l'Irak qui constitue la meilleure enclave de sécurité. Néanmoins, les Kurdes irakiens ont sauté sur l'occasion de l'insurrection de l'EI pour se rebeller à leur tour et s'emparer de plusieurs villes (notamment Kirkout). Si les djihadistes semblent pour le moment se concentrer vers le sud du pays, rien ne garantit la pérennité de la situation et donc celle des chrétiens qui y ont trouvé refuge.

La présence chrétienne pourrait-elle disparaître du Moyen-Orient ?

De manière plus générale, la situation des chrétiens au Moyen-Orient semble s'être détériorée depuis plusieurs années déjà. C'est le cas notamment en Égypte où les coptes subissent des attaques. Néanmoins, ils sont encore plusieurs millions et l'État n'est pas aussi instable que dans certains pays de la région comme en Syrie où l'avenir des communautés chrétiennes est incertain.

En revanche, l'Arabie Saoudite, à prédominance wahhabite, a vu le christianisme réapparaître et compte aujourd'hui un million et demi de catholiques, explique le directeur de l'Aide à

l'Eglise en Détresse au [Figaro](#). On ne peut toutefois pas dire que la religion chrétienne y renaisse de ses cendres puisque ce sont principalement les travailleurs venus d'Asie qui pratiquent cette religion. Fatalement, l'existence d'un foyer chrétien dans cette région disparaîtrait avec leurs retour en Asie.

Sylvain Lacombe

La justice égyptienne condamne sept hommes à la prison à vie pour agression sexuelle

Sept hommes ont été condamnés à la prison à vie par la justice égyptienne ce mercredi. Ces derniers avaient commis des agressions sexuelles en juin dernier lors de rassemblements sur la place Tahrir au Caire.

La justice égyptienne vient de frapper un grand coup ce mercredi. Sept hommes ont été condamnés à la prison à vie après avoir été reconnus coupable d'agressions sexuelles commises au cours de rassemblements sur la place Tahrir au Caire en juin dernier. Deux autres personnes ont été condamnées à 20 ans de réclusions.

Les sept condamnés étaient jugés pour enlèvement, viol, agression sexuelle, tentative de meurtre et torture. A côté des peines de prison, les condamnés seront contraints de dédommager leurs victimes.

Cette condamnation est une véritable première dans le pays. Les autorités ont récemment promis de lutter contre ce type de violences dont sont régulièrement victimes les femmes. Ces dernières affirment en effet, dans leur quasi-totalité, « avoir été victime un jour d'agression ou de harcèlement », rappelle l'[AFP](#).

La situation a empiré depuis la chute de Moubarak

Selon [Le Monde](#), les agressions sexuelles sont en large hausse depuis la révolution de 2011 qui a vu le régime d'Hosni Moubarak s'effondrer. Plusieurs femmes avaient ainsi été victimes d'agressions au cours de rassemblements dans le pays poussant les autorités à réagir. Ce sont notamment les agressions, et parfois les viols, de plusieurs journalistes étrangères qui avaient malheureusement permis de médiatiser ce problème.

La récente diffusion d'une vidéo montrant une étudiante se faire attaquer sur la place Tahrir durant les célébrations d'investiture du président Sissi avait créé l'émotion tant dans le pays qu'à l'étranger.

Afin de lutter contre ce fléau, l'Égypte vient d'adopter sa toute première législation punissant spécifiquement le harcèlement sexuel. Ce délit peut désormais être sanctionné par de la prison ferme.

Sylvain Lacombe

L'Etat Islamique en Irak et au Levant : qu'est-ce que c'est ?

La Syrie et l'Irak maintenant sont confrontés aux problèmes générés par l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL). Quel est vraiment ce groupe djihadiste? Point détaillé sur le groupe djihadiste.



EIIL un danger de plus en plan pressant (@AFP)

L'Irak surtout et dans une moindre mesure la Syrie combattent les forces armées du groupe djihadiste EIIL. D'où vient ce groupe de rebelles? Qui sont-ils?

D'où vient ce groupe?

L'Etat islamique en Irak et au Levant a vu le jour en octobre 2006. A l'origine, le mouvement a été créé par les anciens membres d'Al-Qaïda en Irak. Puis progressivement, l'Etat islamique a absorbé la branche irakienne d'Al-Qaïda. Aujourd'hui, l'Etat islamique en Irak et au Levant est dirigé par Abou Bakr Al-Baghdadi depuis 2009. Le groupe compterait entre 5000 à 10 000 partisans en Irak et entre 7000 et 12 000 membres en Syrie.

Par qui est-il soutenu financièrement?

Bien qu'aucun pays ne déclare soutenir l'**EIIL**, on sait qu'il bénéficie de l'appui financier de riches donateurs des pays de Golfe. Par ailleurs, les hommes de l'**EIIL** soutirent des impôts dans les régions sous leur contrôle, sans compter sur d'innombrables vols, kidnappings et extorsions de fonds. On estime les revenus mensuels du groupe djihadiste à 8 millions de dollars soit près de 100 millions de dollars en un an. Avec la prise de Mossoul, l'**EIIL** s'est emparé des 425 millions de dollars des banques de la ville.

Quels actes ont-ils commis?

L'**Etat islamique en Irak et au Levant** a déjà commis des actes répréhensibles envers les populations syriennes et irakiennes. En **Syrie**, le groupe de rebelles est déjà intervenu dans la guerre civile qui secoue le pays. Le groupe est basé dans le nord du pays près de Jerablus et Raqqa. En **Irak**, le groupe intervient pour semer le chaos et récupérer des territoires comme dernièrement Mossoul.

Après Boko Haram qui sévit au Nigéria, l'EIIL sème la terreur en Irak et en Syrie.

Alexandre Gozzi

Tunisie : Après 3 ans de débâcle, une Constitution

s'est érigée

La population ne l'attendait plus. La nouvelle constitution tunisienne est née le 20 janvier 2014. Trois années après la Révolution, la Tunisie voit ses perspectives d'avenir s'accroître. Néanmoins, cette constitution montre les problèmes contradictoires de la « modernité tunisienne ».

La boucle est bouclée. Medhi Jomâa, Premier Ministre depuis décembre dernier, devait préparer les élections présidentielles et la Constitution de 2014. Pour la seconde mission, c'est une réussite.



©Radio Express
FM/flickr.com

Les 146 textes qui forment la Constitution, s'articulent autour des idées centrales de chaque bord politique. Pour les Modernistes, la Tunisie doit être un État garant des droits de l'Homme et des libertés. Quant aux Islamo-conservateurs, il est nécessaire de préserver l'authenticité de la société du pays, en somme, son identité. Ainsi, aux côtés des traditionnelles « *État libre* » ou « *son régime la république* », il y a l'apparition de l'« *identité arabo-musulmane* », « *l'appartenance culturelle et civilisationnelle à la nation arabe et musulmane* ». Grâce à la coalition des parties, la Constitution tunisienne tourne le dos aux charias et aux droits islamiques. Néanmoins, ce corpus de texte ne s'arrête pas à ce préambule.

Les acquis de la modernité tunisienne ont été conservés.

L'article 1 (de 1956) construit par Habib Bourguiba, père de l'indépendance, reste une référence. « *La Tunisie est un État libre, indépendant et souverain ; sa religion est l'islam, sa langue l'arabe et son régime la République* ». En jouant sur l'ambiguïté entre : Islam, religion de l'État et Islam, religion d'État, Bourguiba a réussi à instaurer un état civil et séculier, loin de toutes législations islamiques. Le recours à la torture est devenu un crime imprescriptible. Par ailleurs, les 2 premiers articles sont quasi supra-constitutionnels, aucune révision n'est possible.



©Amine Ghrabi
/flickr.com

Concernant le régime politique, les différents partis étaient partagés. Ennahdha souhaitait un régime parlementaire avec l'omniprésence du Premier Ministre tandis que la minorité islamiste préférait le suffrage universel pour l'élection du Chef de l'état. L'opposition, elle, voulait à tout prix un régime « à la française. » C'est un régime « à la portugaise » qui est finalement adoptée. Le pouvoir principal reste entre les mains du Premier ministre mais le président aura le droit de grâce et celui portant sur la dissolution de l'Assemblée en cas de crise.

Rome ne s'est pas faite en un jour et la Tunisie en est l'exemple même. Néanmoins, elle réussit petit à petit son pari. A savoir, devenir un pays stable où les droits de chaque individu s'instaurent.

Par Jeanic Lubanza